



**Convention de partenariat entre le Centre Régional d'Information
Jeunesse Auvergne-Rhône-Alpes
et les Départements de l'Ardèche et de la Drôme
2020-2021**

Entre

Le Département de l'Ardèche, Collectivité Territoriale régie par le Code Général des Collectivités Territoriales, représenté par Monsieur Laurent UGHETTO, Président du Conseil Départemental, dûment habilité à cet effet par délibération de la Commission Permanente du Conseil Départemental en date du, ci-après dénommé "**le Département de l'Ardèche**",

d'une part,

Le Département de la Drôme, Collectivité Territoriale régie par le Code Général des Collectivités Territoriales, représenté par Madame Marie-Pierre MOUTON, Présidente du Conseil Départemental, dûment habilitée à cet effet, sur la base de l'arrêté pris en vertu de l'ordonnance n° 2020-391

, ci-après dénommé "**le Département de la Drôme**",

d'une part,

Et

Le Centre Régional d'Information Jeunesse Auvergne-Rhône-Alpes, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège social est situé au 66 Cours Charlemagne 69002 Lyon - N° SIRET : 338052913 - APE : 9499Z, représenté par son président, Monsieur Frédéric PRELLE, dûment habilité à l'effet des présentes, ci-après dénommé "**le CRIJ**",

d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par le CRIJ dans le domaine de la jeunesse et plus particulièrement dans le domaine de l'éducation à l'information.

Considérant :

- L'article 104 de la loi n° 2015-911 du 7 août 2015 relative aux compétences partagées des collectivités territoriales, notamment "les compétences en matière de culture, de sport, de tourisme, de promotion des langues régionales et d'éducation populaire".
- Le rapport, Programme d'Investissement d'Avenir "Innovation en faveur de la jeunesse lors de la séance du 27 juin 2016 voté par l'Assemblée départementale et le rapport Jeunesse et Vie Associative voté par l'Assemblée départementale du Département de l'Ardèche lors de la séance du 19 décembre 2016.
- Le rapport "Ambition jeunesse" voté par l'Assemblée Départementale du Département de la Drôme lors de la séance du 21 mars 2016.

Considérant que le projet ci-après présenté par le CRIJ participe à ces politiques.

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le CRIJ s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, le projet défini en annexe 1 de la présente convention.

Le Département de l'Ardèche et le Département de la Drôme contribuent financièrement à la mise en œuvre de ce projet d'intérêt général. Ils n'attendent aucune contrepartie directe de cette subvention.

Article 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties pour une durée de deux ans.

Article 3 - MONTANT DE LA SUBVENTION

Le Département de l'Ardèche contribue financièrement pour un montant maximal de 10 000 € par an (hors PIA), conformément aux budgets prévisionnels en annexe II à la présente convention.

Le montant de la subvention est donc de :

- 10 000 € pour l'année 2020
- 10 000 € pour l'année 2021

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits au budget de la collectivité, du respect par le CRIJ des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 5 et 6 et des décisions du Département de l'Ardèche prises en application des articles 7 et 8 sans préjudice de l'application de l'article 10.

Le Département de la Drôme contribue financièrement pour un montant de 20 000 € pour l'année 2020 et 20 000 € pour l'année 2021 conformément aux budgets prévisionnels en annexe II à la présente convention.

Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits au budget de la collectivité, du respect par le CRIJ des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 5 et 6.

Le financement public n'excède pas les coûts liés à la mise en œuvre du projet, estimés en annexe II.

Article 4 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le Département de l'Ardèche verse un montant de 10 000 € à la notification de la convention pour l'année 2020 et durant le premier semestre de l'année civile pour l'année 2021.

Le Département de la Drôme verse un montant de 20 000 € à la notification de la convention pour l'année 2020 et durant le premier semestre de l'année civile pour l'année 2021.

Le versement sera effectué sur le compte bancaire dont est titulaire le Centre Régional d'Information Jeunesse Auvergne-Rhône-Alpes et qui est effectif au moment du paiement.

Article 5 - PROMOTION DES DEPARTEMENT

A ce titre, l'Association s'engage à :

- apposer le logo de l'Ardèche sur tous les documents de communication publique qu'elle édite, ainsi que d'établir un lien avec www.ardeche.fr, dans le cadre de la convention
- pour cela la structure prendra contact avec la direction de la communication du Conseil départemental de l'Ardèche (com@ardeche.fr) afin d'obtenir le logo actualisé et la charte graphique pour application. Un bon à tirer de la page (PDF) sur laquelle apparaît le logo sera transmis à la direction de la communication qui s'engage à valider ces éléments dans les 48 h ouvrables après leur réception,
- citer l'Ardèche comme partenaire de ses actions et mettre en place les banderoles fournies par l'Ardèche, lors de l'organisation de manifestations, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible le nom et le logo du Département de la Drôme sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

Article 6 - JUSTIFICATIFS

Le CRIJ s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (Cerfa n° 15059),
- les états financiers : les comptes annuels et le bilan et/ou le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du Code de Commerce ou la référence de leur publication au Journal Officiel,
- le rapport d'activité.

Article 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

Le CRIJ informe sans délai le Département de l'Ardèche et le Département de la Drôme de toute nouvelle déclaration enregistrée au registre national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le CRIJ, pour une raison quelconque, celle-ci doit en

informer le Département de l'Ardèche et le Département de la Drôme sans délai par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'Association s'engage à transmettre aux services du Département de l'Ardèche un programme d'actions annuel ainsi qu'un budget prévisionnel avant le 31 mars de chaque année. Cet envoi conditionne le versement de la subvention.

Article 8 - SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par le CRIJ, sans l'accord écrit du Département de l'Ardèche et le Département de la Drôme, celui-ci peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen, des justificatifs présentés par le CRIJ et après avoir entendu ses représentants.

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 5 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945.

Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Le Département de l'Ardèche et le Département de la Drôme informent le CRIJ de ces décisions par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 9 - CONTRÔLE DES DÉPARTEMENTS

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département de l'Ardèche et le Département de la Drôme. Le CRIJ s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives de dépenses et tous les autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle, conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret – loi du 2 mai 1938.

Le Département de l'Ardèche et le Département de la Drôme contrôlent à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43 – IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, le Département de l'Ardèche et le Département de la Drôme peuvent exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

Article 10 - RENOUVELLEMENT ET EVALUATION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la production des justificatifs mentionnés à l'article 5 et aux contrôles prévus à l'article 8 des présentes, et à la réalisation d'une évaluation contradictoire avec le CRIJ des conditions de réalisation de la convention conformément aux modalités d'évaluation prévues en annexe III.

Article 11 - AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par le Département de l'Ardèche, le Département de la Drôme et le CRIJ. Les avenants ultérieurs feront partie de la

présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification fait l'objet d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 12 - ANNEXES

Les annexes I, II et III font partie de la présente convention.

Article 13 - RÉSILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être réalisée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous les autres droits qu'elle pourra faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 14 - RECOURS

En cas de litiges ou pour tout différend éventuel sur l'interprétation et/ou l'exécution des dispositions de la présente convention, les parties mettront tout en œuvre pour trouver une solution amiable. En cas d'échec, les litiges relèveront de la compétence du Tribunal Administratif de Lyon (184 Rue Duguesclin – 69433 LYON Cedex 03).

Fait en trois exemplaires originaux, dont l'un est conservé par le Département de l'Ardèche, le second par le Département de la Drôme et le troisième par le CRIJ.

Fait à Valence, le
.....

Pour le Département de la Drôme
La Présidente du Conseil départemental,

Fait à Privas, le

Pour le Département de l'Ardèche,
Le Président,

Laurent UGHETTO

Marie-Pierre MOUTON

Envoyé en préfecture le 29/05/2020

Reçu en préfecture le 29/05/2020

Affiché le 29/05/2020



ID : 026-222600017-20200529-CONVCRIJBIDEP-CC

Fait à Lyon, le

Pour le CRIJ,
Le Président,

Frédéric PRELLE

ANNEXE I : le PROJET

L'Association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la convention.

Projet :

Alimenter, mettre à jour et animer un site d'information dédié aux jeunes âgés de 13 à 30 ans en Ardèche-Drôme

Objectifs :

- simplifier l'accès à l'information pour les jeunes,
- co-construire l'information avec les jeunes et les acteurs de jeunesse,
- délivrer une information fiable adaptée aux besoins des jeunes,
- permettre aux jeunes d'avoir accès, en temps réel, aux informations qui les concernent,
- favoriser la mise en cohérence, et la lisibilité des interventions institutionnelles en matière de jeunesse dans le territoire.

Public(s) visé(s) :

- les jeunes de 13 à 30 ans,
- les professionnels de la jeunesse (acteurs publics et privés).

Zone d'intervention :

- Ardèche-Drôme

Bilan de 2017 à 2019 :

- Un site qui répond aux exigences techniques du web (responsiv design) et aux normes actuelles en matière d'accessibilité des personnes en situation de handicap (niveau or norme accessiweb et niveau AAA norme RGAA 3.0)
- Une fréquentation en hausse constante depuis le lancement du site en janvier 2017. En 3 ans, le site Info-jeunes Ardèche-Drôme c'est **67 524 visiteurs uniques et 149 380 pages vues** (avec **une hausse de la fréquentation de 89 % en 2018 et de 44 % en 2019**).
- Des développements spécifiques pour répondre aux besoins des territoires (cartographie des acteurs de la mobilité internationale, création d'une rubrique « Paroles aux jeunes », développement d'un widget « service annonces », accessibilité optimale du site aux personnes en situation de handicap...)
- Une mobilisation des acteurs jeunesse à travers un programme de formation mutualisé avec les Promeneurs du Net (**179 participants depuis janvier 2017**)
- Une mobilisation des jeunes à travers des tests utilisateurs lors de grands événements, le recueil de « Paroles aux jeunes », l'accueil de volontaires en service civique sur une mission de web reporter du site...

Programme d'actions prévisionnel pour 2020/2021:

- **Alimenter, mettre à jour et territorialiser les contenus** du site Info-jeunes Ardèche-Drôme
- **Adapter** les besoins d'information aux enjeux des Départements de l'Ardèche et de la Drôme.
- **Recenser et valoriser** les aides et les dispositifs auxquels les jeunes peuvent prétendre selon leur situation.

- **Partager** des informations pratiques et **répondre** aux questions sur les réseaux sociaux (via Facebook, Instagram, etc.).
- **Valoriser** des initiatives et des projets de jeunes des deux départements.
- **Participer à des événements jeunesse** en Ardèche et en Drôme pour faire tester par le public jeune et faire connaître le portail internet Ardèche-Drôme.
- **Accompagner** les pratiques numériques des professionnels de jeunesse en Ardèche et dans la Drôme, en lien avec les pratiques informationnelles des jeunes à l'heure actuelle.
- **Accompagner** des volontaires services civiques sur une mission de webreporter du site.

Moyens mis en œuvre :

1. Une webmaster / community manager

Activités principales :

- Organiser et mettre à jour le site « Info-jeunes Ardèche-Drôme » (gestion des contenus textuels, visuels, audio, vidéo).
- Développer des contenus spécifiques et temporaires pour les besoins des acteurs jeunesse des départements.
- Assurer le suivi, le référencement et la promotion du site.
- Assurer une fonction de community manager et notamment le pilotage des médias sociaux lié au site bi-départemental.
- Mobiliser un réseau d'acteurs de jeunesse / contributeurs du site.
- Participer à la stratégie digitale et à la stratégie de communication du site.
- Animer le comité édito et le comité de pilotage du site Info-jeunes Ardèche-Drôme
- Participer à l'amélioration en continu de l'outil.
- Assurer la gestion technique du site Info-jeunes Ardèche-Drôme (relation avec l'hébergeur, gestion des incidents techniques, réalisation ou participation à la rédaction du cahier des charges pour de nouvelles fonctionnalités...)
- Accompagner et former les professionnels de jeunesse aux usages du numérique (programme de formation mutualisé avec les Promeneurs du Net)
- Participer à des événements jeunesse en Ardèche et en Drôme pour faire tester par le public jeune et faire connaître le portail internet Ardèche-Drôme

Activités secondaires :

- Assurer une veille permanente dans tous ses domaines d'intervention (web, réseaux sociaux) pour être force de proposition sur les innovations et tendances qui se dégagent dans le domaine de la jeunesse.
- Concevoir des projets de développement en relation avec des partenaires territoriaux extérieurs.

Charges du projet	Subvention des Départements de l'Ardèche et de la Drôme 2020	Sommes des financements publics
89 453 €	30 000 €	89 453 €

LE BUDGET DU PORTAIL "Information des jeunes en Ardèche Drôme"

Année 2020

Dépenses		Recettes	
Frais de personnel :			
Community manager+ CRIJ	54 671 €	ANRU PIA	26 500 €
Stagiaires	6 000 €	CAF 07	10 000 €
Déplacement	6 000 €	CAF 26	10 000 €
formation	5 000 €	CD 07	10 000 €
Communication	6 000 €	CD 26	20 000 €
Prestation développement du site Portail	3 500 €	MSA	1 000 €
Alimentation malles pédagogiques + matériels	2 214 €	PIC "invisibles" (Direccte)	11 953 €
Frais généraux	6 067 €		
TOTAL	89 453 €		89 453 €

La subvention de l'Ardèche (10 000 €) représente 11 % du total des produits.

La subvention de la Drôme (20 000 €) représente 22 % du total des produits.

Les subventions des Départements de l'Ardèche et de la Drôme (30 000 €)
représentent 33 % du total des produits.

Charges du projet	Subvention des Départements de l'Ardèche et de la Drôme 2021	Sommes des financements publics
91 500 €	30 000 €	91 500

LE BUDGET DU PORTAIL "Information des jeunes en Ardèche Drôme"

Année 2021

Dépenses		Recettes	
	2021		2021
Coordinatrice + CRIJ	59 374	PIA AJIR	20 000
Frais de personnel (stagiaires...)	6 000	CAF 07+26	20 000
Frais de mission, déplacements	7 000	Ministère (DGEFP / PIC / Direccte)	20 000
Frais généraux	5 937	CD 07+26	30 000
Formations des acteurs	5 000	MSA	1 500
Frais de communication (kakemono/support de communication/ référencement/)	3 189		0
Prestation développement site Info Jeunes 07+26	5 000		
Total des charges	91 500 €	Total des produits	91 500 €

La subvention de l'Ardèche (10 000 €) représente 11% du total des produits.

La subvention de la Drôme (20 000 €) représente 22% du total des produits.

**Les subventions des Départements de l'Ardèche et de la Drôme (30 000 €)
représentent 33% du total des produits.**

ANNEXE III : MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION DU PROJET

L'évaluation porte sur l'activité du CRIJ et sur le travail partenarial.

Méthodologie d'évaluation proposée :

- Indicateurs de **résultat** (évaluation de l'activité de l'association): grille d'évaluation basée sur le programme d'actions prévisionnel transmis en ANNEXE I.

Méthode : à partir du rapport d'activités et des entretiens organisés avec l'association.

- Indicateurs d'**impact** : les conséquences du partenariat, les chantiers créés en commun.

Deux niveaux interrogés :

- o niveau local,
 - o niveau départemental.
- Indicateurs de **réalisation** (qualitatif et quantitatif) : fonctionnement de la convention, ces indicateurs questionnent la manière dont les actions sont menées ("le comment").

Critères d'évaluation :

- le travail collaboratif et la mise en réseau,
- l'implication de l'ensemble des institutions sur la durée du projet,
- la création et la diffusion de contenus informatifs en ligne,
- nombre d'articles publiés chaque mois,
- nombre d'acteurs de jeunesse ayant suivi au moins une des actions de formation,
- nombre de jeunes satisfaits par le service (enquête en ligne),
- statistiques de fréquentation en hausse sur la période,
- la réalisation d'actions d'amélioration de la qualité du portail (contenus, fonctionnalités, adaptations par rapport aux besoins des usagers).

Le CRIJ met en place annuellement un comité édito rassemblant les techniciens jeunesse des structures partenaires (CAF, CD, MSA et DDCS(PP) d'Ardèche-Drôme) ainsi qu'un comité de pilotage rassemblant les élus et directeurs.

Ces 2 instances sont l'occasion pour le CRIJ de proposer des améliorations du site afin de répondre aux évolutions constantes du secteur des politiques jeunesse et des modalités d'information des jeunes. Par ailleurs, le CRIJ reste attentif à répondre aux objectifs des deux Départements et à prendre en compte des nouvelles orientations dans la mesure où elles sont compatibles avec l'objet de la convention.